

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2014-2015

---

---

**Demandes de renseignements généraux de  
l'opposition officielle**



# COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG1 Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2013-2014 :

- les endroits et dates de départ et de retour;
- la copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.....

RG2 Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère **au Québec** par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour l'année financière 2013-2014 :

- l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- les coûts ventilés;
- le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.....

RG3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014;
- les noms des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation au contrat négocié);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.....

RG4 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;
- le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;

Par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;
- le nombre total d'événements ventilé par type d'événement;
- le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.....

RG5 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014;
- le but recherché par chaque dépense.

Organisée par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs ou des consultants;
- le but visé par chaque dépense.....

RG6 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense.....

RG7 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2013-2014 en indiquant, pour chaque contrat :

- les noms du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- dans le cas d'un contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.....

RG8 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- la grille d'évaluation des soumissions;
- la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.....

- RG9 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
- le nombre d'autorisations;
  - le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - le montant accordé;
  - les motifs de la demande;
  - tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.....
- RG10 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :
- les noms du professionnel ou de la firme;
  - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - le coût;
  - l'échéancier;
  - dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.....
- RG11 Le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.....
- RG12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- le nom du projet;
  - la nature du projet;
  - l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - les plus récentes estimations du coût du projet;
  - les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
  - indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.....

RG13 Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année financière 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) le distributeur d'eau de source;
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.....

RG14 Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année financière 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) le nom des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) ordinateurs portables.....

RG15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.....

RG16 Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2013-2014;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.....

RG17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie totale pour chaque local loué;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de la location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.....

RG18 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour l'année financière 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.....

- RG19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014, en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - le titre de la fonction;
  - l'adresse du port d'attache;
  - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - la prime de départ versée, le cas échéant;
  - le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
  - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - la description de tâches;
  - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'année financière 2013-2014;
  - le nombre total d'employés au cabinet;
  - la masse salariale totale par cabinet pour l'année financière 2013-2014;
  - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.....
- RG20 Liste des sommes d'argent versées en 2013-2014 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - la circonscription électorale;
  - le montant attribué;
  - le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.....
- RG21 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- le nom de la personne;
  - le poste occupé;
  - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - l'assignation initiale;
  - la date de l'assignation hors structure;
  - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.....
- RG22 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- le poste initial;
  - le salaire;
  - le poste actuel, s'il y a lieu;
  - la date de mise en disponibilité;
  - les prévisions pour 2014-2015.....
- RG23 Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.....

RG24 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé et le nom de l'organisme;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).....

RG25 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics pour l'année financière 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :

- coût de chacun;
- le fournisseur;
- la nature du service;
- les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
- la réservation de loges;
- les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autres.....

RG26 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.....

RG27 Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats octroyés pour chaque mandat;
- les résultats du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.....

RG28 Pour l'année financière 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.....



- RG29 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :
- les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - le nombre total de demandes reçues;
  - le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
  - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.....
- RG30 La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :
- le coût (déplacements, etc.);
  - le nombre de ressources affectées;
  - le nombre de rencontres;
  - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.....
- RG31 La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.....
- RG32 Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014.....
- RG33 Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.....
- RG34 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014.....
- RG35 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.....
- RG36 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.....

- RG37 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant des montants versés pour bris de contrat.....
- RG38 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.....
- RG39 Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?
- fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
  - fournir la liste des salaires versés à chaque personne.....
- RG40 Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?
- fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
  - fournir la liste des salaires versés à chaque personne.....
- RG41 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.....
- RG42 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
- le nombre d'autorisations;
  - le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
  - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
  - le montant accordé;
  - le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
  - les motifs de la demande;
  - tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.....
- RG43 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.....
- RG44 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.....

RG45 Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.....

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2013-2014 :

- les endroits et dates de départ et de retour;
- la copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

Rencontre annuelle des tribunaux administratifs (2013 Annual Labour Chairs' and Administrators' Conference)

Endroit :	Toronto
Date de départ :	3 juin 2013
Date de retour :	5 juin 2013
Participants :	Robert Côté, président Claude Métivier, secrétaire et directeur général
Coût :	2 668,30 \$

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG2**

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d’organismes pour l’année financière 2013-2014 :

- l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- les coûts ventilés;
- le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

**Aucun**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG3**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014;
- les noms des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation au contrat négocié);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

**Aucune**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG4

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l’organisme :

- les sommes dépensées pour l’exercice financier 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;
- le nombre total d’événements ventilé par type d’événement;

Par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l’exercice financier 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;
- le nombre total d’événements ventilé par type d’événement;
- le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

Aucune

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014;
- le but recherché par chaque dépense.

Organisée par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs ou des consultants;
- le but visé par chaque dépense.

Aucune

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale



COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG6

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense.

Aucune

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :
<div><div></div><div><ul style="list-style-type: none"><li>- les noms du professionnel ou de la firme;</li><li>- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</li><li>- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</li><li>- l’échéancier;</li><li>- dans le cas d’un contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul></div></div>

Fournisseur	Mode d’octroi et objet du contrat	Montant du contrat	Dépenses 2013-2014
Huguette Vaillancourt	Octroyé de gré à gré Formation pour les nouveaux commissaires qui portera sur la préparation et la tenue d’audience.	5 900 \$	4 406 \$
Normand Gendron	Octroyé de gré à gré Services d'expertise afin de résoudre à l'amiable des litiges reliés aux demandes	770 \$	770 \$
Véronica Senn	Octroyé de gré à gré Service de traduction « espagnol à français » aux fins d’enquête	324 \$	324 \$
Groupe Renaud	Octroyé de gré à gré Programme d’aide aux employés	Tarif par consultation	4 302 \$
Planteca	Octroyé de gré à gré Entretien des plantes	1 010 \$	1 010 \$
Valna Graphisme impression	Octroyé sur invitation Réalisation graphisme du rapport annuel de gestion	6 500 \$	6 500 \$
Valna Graphisme impression	Octroyé de gré à gré Impression du rapport annuel de gestion	3 650 \$	3 650 \$
SCFPI inc.	Octroyé de gré à gré Conférence pour les commissaires	1 557 \$	1 557 \$
Siemens	Octroyé de gré à gré Installation de lumières d’urgence	7 048 \$	7 048 \$
TéléLangues	Octroyé sur invitation Cours d’anglais	7 040 \$	2 236 \$
Total		33 799 \$	31 803 \$

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG8**

Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- la grille d’évaluation des soumissions;
- la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat;
- le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.

**Aucun**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG9

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2013-2014 et qui ont fait l’objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l’organisme public, comme il est prévu à l’article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- le nombre d’autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l’objet de cet octroi;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande;
- tout rapport d’évaluation, de vérification ou d’enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG10**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- les noms du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l’échéancier;
- dans le cas d’un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

**Veuillez référer à la réponse de la question 7**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# fiche : RG11**

Le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

**Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récentes estimations du coût du projet;
- les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Projets de 100 000 \$ et plus

Projet : Mise à niveau des infrastructures Oracle

Nature du projet : Mise à niveau des infrastructures communes Oracle par le CSPQ

Coûts du projet	Coûts 2013-2014	Dépenses 2013-2014
874 670 \$	157 600 \$	115 469 \$

Projet : Refonte de l'intranet

Nature du projet : Mise à jour d'un outil interne à la Commission

Coûts du projet	Coûts 2013-2014	Dépenses 2013-2014
924 624 \$	331 000 \$	286 311 \$

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année financière 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) le distributeur d'eau de source;
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

Pour la haute direction	Montant
photocopie	4 650 \$
mobilier de bureau	0 \$
ameublement	0 \$
distributeur d'eau de source	0 \$
frais de transport	11 615 \$
frais d'hébergement	7 407 \$
frais de repas	5 283 \$
frais d'alcool et de fêtes	0 \$
participation à des congrès, colloque (au Québec)	1 019 \$
participation à des congrès, colloque (à l'extérieur du Québec)	1 313 \$

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale



COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG14

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année financière 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) le nom des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables.

Téléphonie	Nb ou Montant
téléphones cellulaires utilisés ou autres	84
tablettes électroniques et ordinateurs portables utilisées	0
téléavertisseurs utilisés	0
coûts acquisition des appareils	2 047 \$
coûts utilisation des appareils	118 \$
coût contrats téléphoniques	26 505 \$
fournisseurs	CSPQ
minutes utilisées	146 502

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

# COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

**a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

Les données présentées sont celles de l'année 2013-2014. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 2 avril 2014**, soit 92 employés réguliers pour 2013-2014, excluant le personnel non assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

Les données sont extraites du SAGIP selon les informations enregistrées au 2 avril 2014, soit la période de paie 1 de 2014-2015.

La catégorie d’emploi « fonctionnaires » inclut les techniciens et les employés de soutien.

**Répartition par catégorie d’emplois, sexe et groupe d’âge**  
**(données au 2 avril 2014)**

Personnel d'encadrement						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	1	1,1%	2	2,2%	3	3,3%
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>1,1%</b>	<b>2</b>	<b>2,2%</b>	<b>3</b>	<b>3,3%</b>

Professionnels						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	3	3,3%	3	3,3%	6	6,5%
35 ans et plus	12	13,0%	29	31,5%	41	44,6%
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>16,3%</b>	<b>32</b>	<b>34,8%</b>	<b>47</b>	<b>51,1%</b>

Fonctionnaires						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	2	2,2%	1	1,1%	3	3,3%
35 ans et plus	3	3,3%	36	39,1%	39	42,4%
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>5,4%</b>	<b>37</b>	<b>40,2%</b>	<b>42</b>	<b>45,7%</b>

TOTAL						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	5	5,4%	4	4,3%	9	9,8%
35 ans et plus	16	17,4%	67	72,8%	83	90,2%
<b>TOTAL</b>	<b>21</b>	<b>22,8%</b>	<b>71</b>	<b>77,2%</b>	<b>92</b>	<b>100,0%</b>

**Répartition des membres de groupes cibles par catégorie d’emplois et groupe d’âge**  
**(données au 2 avril 2014)**

Personnel d’encadrement				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Professionnels				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	1
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>

Fonctionnaires				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	1	0	5
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>5</b>

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	0	0,0%	1	1,1%	0	0,0%	6	6,5%
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>1</b>	<b>1,1%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>6</b>	<b>6,5%</b>

**Mise en garde :** Il est impossible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

- c) Jours de maladie :** Les données incluent les journées de maladie ainsi que les journées d'assurance-traitement P2 et P3 : (du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 7 mars 2014)  
Aucune catégorie : 2 jours  
Catégorie professionnel : 1 119,5 jours  
Catégorie personnel de bureau et technicien : 556,5  
Catégorie cadre : 5 jours
- d) Réserve de maladie :** Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- e) Heures supplémentaires :** (du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 7 mars 2014)  
Catégorie d'emploi professionnel :  
Nombre d'heures effectuées : 1 072,69  
Nombre d'heures payées : 654,56 pour un montant de 38 616,28 \$  
Nombre d'heures compensées : 418,13 pour un montant de 16 809,86 \$
- Catégorie d'emploi personnel de bureau et technicien :  
Nombre d'heures effectuées : 341,11  
Nombre d'heures payées : 57,40 pour un montant de 1 802,46 \$  
Nombre d'heures compensées : 283,71 pour un montant de 9 838,91 \$
- Total de la Commission :  
Nombre d'heures effectuées : 1 413,80  
Nombre d'heures payées : 711,96 pour un montant de 40 418,74 \$  
Nombre d'heures compensées : 701,84 pour un montant de 26 648,77 \$
- f) Jours de vacances :** (du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 7 mars 2014)  
Aucune catégorie :  
Catégorie professionnel : 859 jours  
Catégorie personnel de bureau et technicien : 896 jours  
Catégorie cadre : 65 jours
- g) Réserve de jours de vacances :** Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- h) Plaintes pour harcèlement sexuel ou psychologique :** Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- i) Personne en double rémunération :**  
En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie

d’emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements contiennent des renseignements confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1° de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

**j) Effectifs réguliers par catégorie d’emploi et par territoire :**

**Effectifs 2013-2014**  
**Répartition du personnel par catégorie d’emploi**  
**Au 2 avril 2014**

<i>Catégories d’emplois</i>	<i>Employés réguliers</i>		<i>Total</i>
	Québec	Montréal	
Cadres	1	2	3
Professionnels	20	27	47
Techniciens et employés de bureau	17	25	42
<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>54</b>	<b>92</b>

**k) Effectifs complexité :**

2013-2014 : Catégorie professionnel expert avec prime : 8 femmes et 9 hommes; total : 17

Il est à noter que nous n’avons aucun poste de professionnel de niveau émérite.

**l) Effectifs traitement supérieur :**

2011-2012 : 11

2012-2013 : 10

2013-2014 : 6

Note : Personnes issues de l’intégration du Conseil des services essentiels le 1<sup>er</sup> octobre 2011.

**m) Postes par catégorie d’emploi :**

**2011-2012**  
**Répartition des postes par catégorie d’emploi**  
**Au 29 février 2012**

Nombre de postes Cible 2011-2012 : 149					
<i>Catégories d’emplois</i>	<i>Postes réguliers</i>		<i>Postes occasionnels</i>		<i>Total</i>
	Québec	Montréal	Québec	Montréal	
Membres-dirigeants	1	2	0	0	3
Membres-commissaires	14	27	0	0	41
Cadres	2	3	0	0	5
Professionnels	18	24	0	2	44
Techniciens et employés de bureau	12	29	2	0	43
<b>Total</b>	<b>132</b>		<b>4</b>		<b>136</b>

**2012-2013**  
**Répartition des postes par catégorie d'emploi**  
**Au 31 mars 2013**

Nombre de postes Cible 2012-2013 : 146					
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Postes réguliers</i>		<i>Postes occasionnels</i>		<i>Total</i>
	Québec	Montréal	Québec	Montréal	
Membres-dirigeants	1	2	0	0	3
Membres-commissaires	14	27	0	0	41
Cadres	2	2	0	0	4
Professionnels	15	29	0	0	44
Techniciens et employés de bureau	17	24	0	0	41
<b>Total</b>	<b>133</b>		<b>0</b>		<b>133</b>

**2013-2014**  
**Répartition des postes par catégorie d'emploi**  
**Au 2 avril 2014**

Nombre de postes Cible 2013-2014 : 145					
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Postes réguliers</i>		<i>Postes occasionnels</i>		<i>Total</i>
	Québec	Montréal	Québec	Montréal	
Membres-dirigeants	1	2	0	0	3
Membres-commissaires	12	27	0	0	39
Cadres	2	2	0	0	4
Professionnels	20	27	0	1	48
Techniciens et employés de bureau	17	25	1	0	43
<b>Total</b>	<b>135</b>		<b>2</b>		<b>137</b>

**n) Effectifs pour les cinq prochains exercices financiers :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG16**

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2013-2014;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

**a) Nombre de départs à la retraite :**

- 4 personnes assujetties à la Loi sur la fonction publique;
- 1 personne non assujettie à la Loi sur la fonction publique;
- Aucune indemnité de retraite ne sera versée.

**b) Nombre de remplacements effectués : 4**

**c) Nombre de départs à la retraite prévus :**

2014-2015 :

- 3 personnes assujetties à la Loi sur la fonction publique.

2015-2016 :

- 3 personnes assujetties à la Loi sur la fonction publique.
- 2 personnes non assujetties à la Loi sur la fonction publique

**d) Retraités à contrat : 2 personnes pour l'année 2013-2014.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d’eux :

- l’emplacement de la location;
- la superficie totale pour chaque local loué;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de la location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- le coût d’aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l’espace loué;
- les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Emplacement de la location	35, rue de Port-Royal Est, Montréal
Superficie du local loué	4 301.66 m <sup>2</sup>
Coût total de ladite location	1 023 731,04 \$ annuel
Coûts d’aménagement depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2012	Aucun
Durée du bail	Expire le 31 janvier 2016
Propriétaire de l’espace loué	Rodimax inc.

Emplacement de la location	900, boulevard René-Lévesque Est, Québec
Superficie du local loué	2 507.10 m <sup>2</sup>
Coût total de ladite location	712 182,36 \$ annuel
Coûts d’aménagement depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2012	Aucun
Durée du bail	Expire le 31 mai 2020
Propriétaire de l’espace loué	Placements immobiliers de l’Industrielle Alliance.

Emplacement de la location	170, rue de l’Hôtel-de-Ville, Gatineau
Superficie du local loué	88.18 m <sup>2</sup>
Coût total de ladite location	21 256,44 \$ annuel
Coûts d’aménagement depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2012	Aucun
Durée du bail	n/d
Propriétaire de l’espace loué	Palais de justice de Gatineau

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale



**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG18**

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour l'année financière 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.

**Non applicable**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014, en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'année financière 2013-2014;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour l'année financière 2013-2014;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Non applicable

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG20**

Liste des sommes d’argent versées en 2013-2014 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- le nom de l’organisme concerné ou de la personne;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l’organisme.

**Non applicable**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucune

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG22**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de mise en disponibilité;
- les prévisions pour 2014-2015.

**La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG23**

Pour chaque ministère et organismes, le nombre d’occasionnels mis à pied par catégorie d’âge en 2013-2014.

**Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé et le nom de l'organisme;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour l'année financière 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :

- coût de chacun;
- le fournisseur;
- la nature du service;
- les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison;
- la réservation de loges;
- les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autres.

Abonnements	Coûts
Éditions InfoPresse	79,99 \$
Les Éditions juridiques FD inc.	98,00 \$
Les Éditions La Presse (Journal)	179,40 \$
Les Éditions Yvon Blais (Gestion plus – info employeur, arbitrage et médiation)	661,56 \$
Les Éditions Yvon Blais (Référence Droit civil et Droit québécois)	2 505,00 \$
Publications CCH ltée (Relations du travail en milieu municipal)	476,00 \$
Publications CCH ltée (Relations du travail – feuilles mobiles)	2 458,00 \$
Publications CCH ltée (Relations du travail – Internet)	1 354,00 \$
Trente, le Magazine du journalisme	11,34 \$
Le Soleil (Journal)	180,96 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	2 510,00 \$
Revue Relations industrielles	450,00 \$
Les cahiers de droit (Université Laval)	112,10 \$
Wolters Kluwer Québec Ltée (renouvellement feuilles mobiles)	1 854,00 \$
Librairie Wilson & Lafleur (Société par action – loi et règlement, loi sur les cités et villes)	2 124,00 \$
Total	15 054,35 \$

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale



COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Site Internet

Nom du site Web	<a href="http://www.crt.gouv.qc.ca">www.crt.gouv.qc.ca</a>
Nom de la firme	Transistor Design
Coûts de construction	10 076 \$
Coûts de mise à jour	16 143 \$
Coûts de refonte	224 261 \$
Nombre de refonte	1 fois
Raisons de la refonte	Désuétude du site, ajouts de nouvelles compétences et intégration de trois organismes
Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (hits)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
Fréquence moyenne de mise à jour	

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG27

Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats octroyés pour chaque mandat;
- les résultats du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Nom de la firme	Objet du contrat	Coûts
Les avocats Deblois & Associés S.E.N.C.R.L.	Frais juridiques	9 517,50 \$
Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./S.R.L.	Frais juridiques	5 629,97 \$
Gagnon Sénéchal Coulombe inc.	Frais de huissier	129,91 \$
Saulnier Robillard Lortie	Frais de huissier	1 832,75 \$
Trudel & Associés	Frais de huissier	196,20 \$
Total		17 306,33 \$

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG28**

Pour l’année financière 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

**Non applicable**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG29**

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :

- les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- le nombre total de demandes reçues;
- le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

**L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel de gestion 2013-2014 des ministères et organismes gouvernementaux.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG30**

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

**Non applicable**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG31

La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG32**

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l’année financière 2013-2014.

**La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG33**

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l’inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

**L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel de gestion 2013-2014 des ministères et organismes gouvernementaux.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale



**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG34**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014.

**La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG35

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Primes versées du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014

Catégorie d'emploi	Montant
108-00 – Analyste de l'informatique et des procédés administratifs	2 360,77 \$

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG37**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant des montants versés pour bris de contrat.

**Aucun montant versé pour des primes de départ.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG38**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

**La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG39**

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?

- fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

**Il n'y a ni cadre ni dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG40**

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?

- fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

**Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG41**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

**Non applicable**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale



COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG42

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le montant accordé;
- le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- les motifs de la demande;
- tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014

COLLABORATION :

VALIDATION: Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG43**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

**La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

**COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RG44**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

**Veillez référer aux réponses 15c et 15f.**

**SOURCE :** Commission des relations du travail, 5 juin 2014

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG45

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l’entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Aucune

SOURCE : Commission des relations du travail, 5 juin 2014  
COLLABORATION :  
VALIDATION: Secrétariat et direction générale